

2026 / 0019

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Pôle Éducation Enfance Jeunesse
Coordination Petite Enfance
Tél : 04.66.56.43.92
Réf : IDP/SG/RMF/2026

Objet : convention à titre onéreux relative à l'intervention d'une psychologue clinicienne, Mme Julia BOGGINO, pour les assistants maternels du relais petite enfance secteur Rousson pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026

Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (publiée au J.O. du 12 décembre, p 19703),

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération C2024_03_17 du conseil de communauté du 27 juin 2024 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, modifiée par la délibération C2024-05_18 du conseil de communauté du 18 décembre 2024,

Considérant l'intérêt d'organiser des séances de travail portant sur l'analyse des pratiques professionnelles avec les assistants maternels du relais petite enfance secteur Rousson,

Considérant la volonté de garantir les conditions d'accueil sur le plan de l'éveil et du bien-être des enfants âgés de moins de 6 ans, de sensibiliser et d'accompagner les assistants maternels,

Considérant que cette prestation est proposée pour un montant total TTC de 1 020 € (mille vingt euros toutes taxes comprises),

Considérant que dans ce contexte, la proposition de Mme Julia BOGGINO constitue l'offre économiquement la plus avantageuse pour assurer ces interventions en qualité de psychologue clinicienne,

Considérant qu'au regard de la réponse favorable de Mme Julia BOGGINO à la réalisation de ces interventions en qualité de psychologue pour le relais petite enfance secteur Rousson géré par la Communauté Alès Agglomération, il convient de déterminer les conditions particulières d'exécution desdites prestations par voie de convention,

DÉCIDE**ARTICLE 1 :**

Mme Julia BOGGINO, psychologue clinicienne, domiciliée 47 avenue Carnot - 30100 Alès, est retenue au titre de la prestation relative à des interventions en direction des assistants maternels du relais petite enfance secteur Rousson, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026.

Ladite prestation consiste en l'organisation de 6 séances de 2 heures, dont les jours et les horaires sont fixés en collaboration avec la responsable du relais petite enfance secteur Rousson.

Elle est proposée au tarif horaire de 85 €, soit un total TTC de 1 020 € (mille vingt euros toutes taxes comprises).

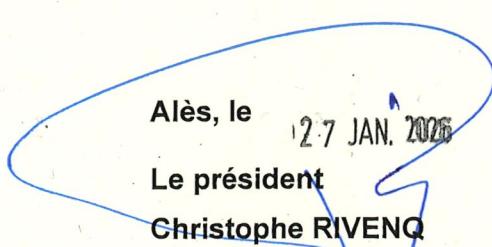
ARTICLE 2 :

Les conditions particulières d'exécution de ladite prestation, portant interventions d'une psychologue, pour le relais petite enfance secteur Rousson seront précisées dans la convention.

Cette prestation fera l'objet d'une facturation au trimestre (fin mars et fin juin 2026) présentée, par et au nom de Mme Julia BOGGINO, psychologue clinicienne – 47 avenue Carnot – 30100 Alès, à l'issue de la dernière période d'intervention.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération et Monsieur le receveur communautaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Alès, le

27 JAN. 2026

Le président

Christophe RIVENQ



La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déferée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.